

9 mars 2010 | Le Droit | ALEXANDER PANETTA | La Presse Canadienne

# Message d'espoir sur fond de destruction

Michaëlle Jean a entamé une visite de deux jours en Haïti



**La gouverneure générale Michaëlle Jean s'est entretenue avec des familles à Léogâne, hier. La Presse Canadienne**

PORT-AU-PRINCE — Michaëlle Jean marche solennellement parmi les décombres de l'église où, bébé encore, elle a été baptisée. Quelques instants plus tard, la gouverneure générale du Canada se trouve au coeur d'une célébration enjouée et est accueillie par les chants de centaines de femmes.

Ces deux scènes, qui se sont succédé à quelques instants d'intervalle peu après l'arrivée en Haïti de la gouverneure générale, illustrent bien les contrastes inhérents au premier séjour de Mme Jean sur sa terre natale depuis le séisme qui a secoué le pays en janvier.

Michaëlle Jean est arrivée en Haïti hier, pour un séjour de deux jours, avec des messages d'espoir, mais elle les a livrés avec la destruction pour toile de fond.

Mme Jean est débarquée d'un avion vêtue d'un ensemble vert et kaki à l'apparence plutôt militaire que vice-royale, puis a été accueillie par le président haïtien, René Préal, et des dignitaires. Mme Jean et M. Préal ont ensuite pris l'hélicoptère pour se rendre sur les ruines du palais présidentiel.

Arrivés à destination, la gouverneure générale et le président ont marché jusqu'à un belvédère. René Préal a ensuite offert ses condoléances au Canada et à Mme Jean pour les pertes subies. La marraine de la fille de la gouverneure générale a en effet trouvé la mort dans le séisme du 12 janvier.

« Chère Michaëlle Jean, vous êtes venue, vous avez vu et continuerez à voir que la dévastation a été immense, a déclaré le président Préal. Mais nous (les Haïtiens) devons avancer [...]. Nous sommes reconnaissants aux Canadiens pour nous avoir aidés à prendre cette direction. »

Église de son baptême

Michaëlle Jean a ensuite profité de la première journée de son séjour en Haïti pour visiter les ruines de l'église où elle a été baptisée, édifice qui se trouvait à quelques pas du palais présidentiel.

L'église Sainte-Trinité n'est désormais plus qu'une pile de débris, et une voiture écrasée se trouve à proximité de l'entrée principale. Voilà ce qui reste de cet ancien site du patrimoine mondial de l'Unesco

qui était connu pour ses fresques colorées.

Mme Jean a d'ailleurs reçu en cadeau un débris portant la signature de l'artiste haïtien de renom Prephet Dufaut. Elle a tout d'abord refusé le cadeau, le jugeant de trop grande valeur.

Ambiance festive

L'ambiance était toutefois nettement plus festive à sa destination suivante. La gouverneure générale s'est retrouvée au coeur d'une célébration tenue pour souligner la Journée internationale de la femme. Elle a été accueillie par les chants de centaines d'Haïtiennes.

Mme Jean s'est ensuite adressée à elles en créole, en anglais et en français, leur expliquant qu'elles représentent l'espoir du pays et qu'elles méritent d'être traitées avec respect.

La gouverneure générale s'est ensuite adressée aux hommes présents pour les implorer de traiter les femmes avec dignité.

Les participantes portaient des chandails sur lesquels était écrit: « Plusieurs femmes sont tombées. Mais nous continuerons à avancer. Haïti ne périra pas ».

Mme Jean conclura son séjour en Haïti aujourd'hui avec une visite dans la ville de ses ancêtres, Jacmel, où elle pourra constater les efforts d'aide du Canada.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

9 mars 2010 | *Le Droit*

# Interdire le niqab

Je pense qu'une société comme la nôtre qui se veut laïque et libérée devrait interdire ou au moins fortement décourager le port du niqab ou de la bourqa dans les lieux publics. Le port de ces vêtements par les femmes est archaïque, patriarcal, sexiste et rappelle le temps où les femmes étaient la propriété des hommes de leur famille qui choisissaient à qui les donner. Le Coran demande la modestie chez les deux sexes et n'exige pas que les femmes cachent leur visage (voir Sourate 24, versets 30 et 31). Le port du niqab est une pratique culturelle et non religieuse mais on en fait maintenant un emblème religieux. Tolérer chez nous cette pratique risque peut-être d'ouvrir la porte à d'autres maux tels la polygamie, les crimes d'honneur et les mutilations sexuelles. C'est peut-être même déjà commencé. Je crois fermement que la parenté n'a pas le droit d'imposer sa religion ou ses pratiques aux enfants une fois que ceux-ci ont l'âge de consentement et que l'État doit promouvoir l'égalité absolue entre les sexes.

Guy Fontaine, Gatineau

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

## LE DISCOURS DU TRÔNE ONTARIEN EN CINQ FAITS SAILLANTS

## UN PLAN DE 5 ANS

Il vise à créer un « climat où les entreprises pourront prospérer », par l'entremise de réformes fiscales et l'implantation de la taxe de vente harmonisée (TVH).

## 32 MILLIARDS \$ EN INFRASTRUCTURES

Dans les routes, les ponts, le transport en commun et la mise à niveau des écoles.

## ÉNERGIE VERTE

Devenir plus vert en fermant les centrales à charbon et en produisant de l'énergie et des technologies vertes.

## FARDEAU MÉDICAL

Revoir le financement pour en réduire le poids dans le budget. 46 c de chaque dollar destiné aux programmes gouvernementaux va actuellement à la santé; cela pourrait atteindre 70 c d'ici 2022.

## ATTIRER PLUS D'ÉTUDIANTS

Porter de 62% à 70% le taux de participation aux études postsecondaires. Accueillir 20 000 étudiants étrangers de plus.

Afin de sortir de la récession et rendre l'Ontario plus compétitive

# McGuinty propose un plan de cinq ans



PHILIPPE ORFALI  
porfali@ledroit.com

Cinq ans. C'est le temps qu'il faudra à l'Ontario pour assainir ses finances, créer plus d'emplois et trouver une solution au problème du financement des soins de santé, a assuré hier le gouvernement libéral de Dalton McGuinty dans le discours du Trône.

Prononcé à l'Assemblée législative, l'énoncé s'articule autour d'un ambitieux plan quinquennal visant à sortir la province de la récession et à la rendre plus compétitive. Outre ce plan, les libéraux ont réitéré plusieurs de leurs précédentes promesses.

Le gouvernement a promis de ne pas sabrer ses programmes à l'aveuglette en élaborant un plan pour éliminer le déficit record de 24,7 milliards \$ de la province.

« Nous ne voulons pas compromettre l'avenir en tentant d'atteindre l'équilibre budgétaire trop rapidement », a fait valoir le chef du Parti libéral après le discours, qui survient deux semaines avant le dévoilement du prochain budget.

Le discours lu par le lieutenant-

gouverneur David Onley promet un projet de loi pour tirer profit du développement des technologies de l'eau, secteur représentant un chiffre d'affaires annuel de 400 milliards \$.

On annonce également l'intention d'accepter davantage d'étudiants étrangers et « de faire passer de 62% à 70% la proportion d'Ontariens poursuivant des études postsecondaires ».

Le gouvernement entend par ailleurs créer une « commission » chargée de trouver une solution au problème du financement des soins de santé. Environ 46% du budget provincial est actuellement consacré à la santé, et ce taux pourrait bondir à 70% d'ici 2022. Les libéraux n'écartent pas de faire une plus grande place au privé.

## Rien de neuf, dit l'opposition

L'opposition conservatrice a qualifié de « recyclage de promesses » le discours présenté hier à Queen's Park, alors que l'Assemblée de la francophonie (AFO) estimait elle aussi qu'il ne « présentait peu de nouveautés ».

« Que ce soit pour les centrales à charbon ou l'école à temps plein dès l'âge de 4 ans, ce gouvernement répète les mêmes promesses d'un discours du trône à l'autre. Même les libéraux



Le premier ministre ontarien, Dalton McGuinty, est félicité par les membres de son caucus, après la lecture du discours du Trône, hier, à Queen's Park.

n'applaudissaient pas à la fin du discours », a déclaré la députée conservatrice de Nepean-Carleton, Lisa McLeod. Les libéraux promettent depuis 2003 de mettre un terme à l'utilisation du charbon pour générer de l'électricité.

## Trois lignes pour les Francos

Quelque trois lignes de ce discours de 16 pages abordent spé-

cifiquement les besoins de la population franco-ontarienne.

Dans le bref passage, le gouvernement rappelle évasivement la création d'entités de planification des soins de santé de langue française à travers la province.

« La communauté francophone participera davantage à la planification des services de santé en français à l'échelon local », peut-on lire.

C'est bien peu, reconnaît

Mariette Carrier-Fraser, de l'AFO. « Ça avait déjà été annoncé. On va être vigilant et travailler eux pour s'assurer que ces entités sont mises en place. »

Hormis un engagement du gouvernement à discuter avec elles au sujet de l'exploration d'une nouvelle mine, pratiquement rien n'est prévu pour les communautés autochtones de l'Ontario.

Avec La Presse Canadienne

## EN BREF

### VOLTE-FACE DE LA MINISTRE COURCHESNE

QUÉBEC — La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, fait volte-face et annule l'appel d'offres qui visait à confier au secteur privé la correction des examens de français des élèves de cinquième secondaire. La semaine dernière, la ministre disait devoir recourir au privé pour augmenter l'efficacité du processus. On jugeait qu'il était devenu trop lourd d'embaucher 150 personnes dans un court laps de temps. Or, hier en fin de journée, la direction des communications a expliqué qu'on s'est rendu compte au ministère qu'il n'y avait pas d'économie à faire en procédant de la sorte, se rangeant ainsi aux arguments invoqués par le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ). De plus, la date limite pour déposer les offres était le 23 février et seulement deux soumissions ont été présentées. Elles n'étaient pas conformes aux exigences du ministère. On a donc décidé de conserver la façon de faire habituelle. Quelque 150 employés occasionnels du ministère vont conserver leur emploi, durant une cinquantaine de jours.

La Presse Canadienne

### QUÉBEC FINANCE L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX DANS LES GARDERIES

QUÉBEC — Québec finance des garderies destinées à propager l'islam et s'initier au judaïsme, selon ce qu'a appris *La Presse Canadienne*. Ainsi, l'apprentissage des rites et dogmes religieux, dans certains cas ultra-orthodoxes, fait partie du programme éducatif offert dans certains services de garde dont la principale source de financement est publique. Cette situation s'explique par le fait que le ministère de la Famille, qui est chargé d'attribuer les places, ne s'est donné aucune balise en la matière. Par exemple, le ministère a accordé, en 2007 et 2008, 80 places à 7 \$ à l'Association islamique des projets charitables, pour ouvrir une garderie à Laval. Son but, tel qu'il apparaît au Registraire des entreprises: « Propager l'enseignement islamique parmi les musulmans et les non-musulmans ». À Montréal, on recense un exemple similaire, cette fois au profit de la communauté juive. Le ministre de la Famille, Tony Tomassi, n'a pas donné suite à une demande d'intervue.

La Presse Canadienne

### UN POLICIER ONTARIEN TUÉ EN DEVOIR

WINTHROP — Un agent de la Police provinciale de l'Ontario a perdu la vie hier après avoir forcé un automobiliste à se ranger le long d'une route de province plus tôt dans la journée. L'incident, selon des témoins, a dégénéré en échange de coups de feu à bout portant entre des officiers de police et le suspect. L'agent Vu Pham a été abattu et « aussitôt rendu invalide » après avoir pris « l'initiative d'intercepter » le suspect peu après 10 h, a fait savoir le commissaire Julian Fantino. « C'est avec grande tristesse et un profond regret que je vous annonce... que l'agent Pham est décédé. Il a succombé à ses blessures il y a quelques instants à l'hôpital », a annoncé le commissaire en fin d'après-midi hier. Le suspect, qui a été hospitalisé, serait un septuagénaire, et des accusations seront éventuellement déposées, a déclaré le commissaire Fantino, tout en ajoutant qu'aucun autre policier n'avait été blessé. L'agent Pham, qui comptait 15 ans d'expérience au sein du corps policier, était marié et est père de trois enfants.

La Presse Canadienne

9 mars 2010 | Le Droit | LeDroit

# ROBERT WHITE QUITTE LA COURSE

Un troisième candidat à la mairie d'Ottawa s'est retiré de la course, hier, portant à sept le nombre de personnes qui tenteront de gagner le fauteuil de maire. Robert White s'est désisté en vue des élections du 25 octobre prochain, de sorte que la campagne se jouera entre Alex Cullen, Jim Watson, Mike Maguire, Stanley Pioro, Sean Ryan, Jane Scharf et Charlie Taylor. Le maire sortant, Larry O'Brien, fera pour sa part connaître ses intentions en juin prochain. D'autres candidats pourraient aussi se glisser dans la course au cours des prochains mois.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 9 Mar 2010 | Ottawa Citizen | BY KATE JAIMET

# Study links proximity of fast-food to health

## Researchers to share findings about Ottawa communities

Ottawans who live in neighbourhoods full of fast-food joints are more likely to have health problems than those living near fine restaurants and well-stocked grocery stores.

That's just one of the findings of a comprehensive study of the health of Ottawa neighbourhoods that will be unveiled today at a community forum entitled *Why Place Still Matters*.

At the forum, researchers with the Ottawa Neighbourhood Study will present updated findings of their analysis of 97 neighbourhoods. The researchers compiled data on residents' demographics, such as age and income levels; sociological information such as the use of parks and trails; and health information such as obesity, hospital visits and neo-natal health.

"We're looking at which factors are important for predicting health," said lead researcher Elizabeth Kristjansson.

She added that service organizations such as community health centres could use the data to devise intervention programs targeted at the specific health problems in their neighbourhood. Also, residents could use the information to mobilize for more recreation opportunities or healthier food choices.

The first Ottawa Neighbourhood Study was unveiled in 2008, using data from the 2001 census. The new study uses 2006 census information, and also draws information from sources such as the city, the National Capital Commission, and community health organizations. The researchers' website at [www.neighbourhoodstudy.ca](http://www.neighbourhoodstudy.ca) features a profile of each neighbourhood. They will also be unveiling interactive "wiki" maps that will allow residents to update information. For example, if a new grocery store opens or a restaurant closes in their neighbourhood, that could be added to the information.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 9 Mar 2010 | Ottawa Citizen | BY LEE GREENBERG

# Province to give education a boost

## Throne speech also focuses on economy, but silent on potential sale of Crown assets

Ontario's Liberal government will create a new online university, 20,000 new postsecondary spots and will recruit 50-per-cent more international students into those same schools, according to a plan laid out in Monday's throne speech.

The speech also addressed in general terms the McGuinty government's plan to try to rein in the seemingly endless expansion of health-care costs.

Kickstarting Ontario's ailing economy was a focus of the speech, but the government was silent on the most controversial topic relating to its books — the potential sale of properties such as the Liquor Control Board of Ontario and the Ontario Lottery and Gaming Corporation.

" If the review (of government-owned businesses) concludes that changes in Ontario's assets is in the public interest, your government will use the proceeds to better support Ontarians' highest priorities," said Lt.-Gov. David Onley, who read the speech at Queen's Park.

The government has said it is considering asset sales as a way to bring Ontario's hulking \$24.7-billion deficit under control.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 9 Mar 2010 | Ottawa Citizen

# Speech: Sounds alarm on health care

The throne speech lays out Premier Dalton McGuinty's plan for the 19 months before the next provincial election in October 2011. Not surprisingly, the government says the priority is revitalizing Ontario's economy.



MARK BLINCH, REUTERS

**Premier Dalton McGuinty, left, chats with Finance Minister Dwight Duncan as they listen to the reading of the throne speech by Lt.-Gov. David Onley in the Ontario Legislature on Monday.**

The speech says the province is on its way to creating a cluster of green energy expertise and industries, which he asks the federal government to support through additional funding.

Meanwhile, the government is sounding the alarm on health-care funding, which, if left unchecked, will consume 70 per cent of the budget in 12 years. Today, health accounts for 46 per cent of provincial spending.

Although vague, the speech hints at a plan to link hospital executive pay to performance, and government officials say the province will attempt to rethink hospital funding to encourage clusters of expertise, which it claims will help reduce costs.

"Money will follow the patient," Onley said, reading the Liberal document. "Your government ... will ensure that future investments get results and improve patient health."

Ontario will also explore greater use of generic drugs as a cost-saving measure, according to

officials.

The health reform proposals made some observers nervous.

Linda Haslam-Stroud, president of the Ontario Nurses Association, said her members had "suffered" through a decade of reform.

"This has led to a high level of instability and has done little to ensure confidence in the health-care system," she said in a statement. "We believe that any further reform must be for the benefit of our patients and not solely based on balancing the bottom line."

Monday's throne speech — McGuinty's fourth since taking office in 2003 — also talks of boosting Toronto's profile as a global financial centre. As part of that growth plan, the province nudged the federal government to create a national securities regulator in the country's most populous city. "It should be located in Toronto," Onley said in the speech.

It also raised the promise of cashing in on provincial expertise in clean water technology.

McGuinty is placing great hope in a mineral deposit in Ontario's northwest. That region is said to contain one of the world's largest deposits of chromite, a unique ingredient in stainless steel that has been exclusively produced outside the continent.

The government calls it "the most promising mining opportunity in Canada in a century."

The speech was devoid of critical details, such as the cost of creating 20,000 new post-secondary education spots starting in September.

"Your government will not put economic growth at risk by cutting too much, too soon," the document states at one point.

Conservative leader Tim Hudak said the plan laid out Monday proved McGuinty was insincere about slaying the deficit.

Hudak called the new vision "more of the same ... runaway spending and new debt that has turned Ontario into a have-not province."

"There were 24 words in that speech about Ontario's deficit and debt," Hudak said. "Most of the speech was just reheating previously announced big-spending announcements that dug Ontario into this big hole in the first place."

McGuinty acknowledged the cost of some promises.

"We're going to have to find a way to fund those 20,000 (new post-secondary) spaces," he said. "That's not going to be an easy thing."

"But the last thing I want to do is say, 'Well, there's a recession, so all those young people and people who have lost their jobs or who want to go to college ... sorry, there's no money for you.' I just think that would be a terrible mistake."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 9 Mar 2010 | Ottawa Citizen | BY SARAH SCHMIDT | CANWEST NEWS SERVICE

# Food recalls likely to come slowly

## Contaminated ingredient difficult to trace

It could take months for some food companies to figure out whether a popular flavouring ingredient contaminated with salmonella found its way into their products, industry experts say.

In the past five days, a batch of the flavour enhancer hydrolyzed vegetable protein (HVP) that was found last month to be contaminated with salmonella has already resulted in the recall of 94 items in the United States and four in Canada, most recently President's Choice Mustard-flavoured pretzel nuggets.

The Canadian Food Inspection Agency warns there will be more. In the U.S., the Food and Drug Administration says the contaminated HVP, manufactured by Nevada company Basic Food Flavors, Inc., could balloon into one of the largest-ever food recalls in North America.

The ingredient, often mixed in with other spices, is added to thousands of processed foods, including chips, dips, salad dressings, sauces, hotdogs, soups and frozen dinners. Additionally, if HVP is part of a flavour mix, it may not be listed as an ingredient on a food package.

To date, there have been no reported illnesses associated with consumption of the recalled products, U. S. and Canadian authorities say. The risk is considered "very low" for processed foods that are cooked, but higher for uncooked, ready-to-eat foods like chips and dip, they say.

Chemroy Canada Inc., which distributes Basic Food Flavors ingredients across the country, declined Monday to say how many Canadian clients had purchased HVP.

Derek Nighbor, senior vicepresident of regulatory affairs at the Food and Consumer Products of Canada, said Canadian food manufacturers worked with some of the most stringent safety regulations in the world and were working quickly "to ensure any contaminated products are removed from the marketplace."

However, industry experts say a weak tracking system across the North American supply chain for such a common ingredient means consumers can expect some recalls to trickle out over an extended period.

"You're dealing with a byproduct, so, if companies are not recalling their product, it's because they probably don't have an answer and they don't know. Why? Because most companies do have a food traceability system, but it's not transversal, meaning that their system doesn't necessarily communicate efficiently with the systems of suppliers or customers or clients," said Sylvain Charlebois, a University of Regina business professor and author of *Not On My Plate: managing risk and fear*.

Michael Armstrong, a quality management specialist at Brock University's faculty of business, has studied the growing complexity of food recalls.

He said this case was particularly challenging because the raw material was likely considered a generic commodity. This means a food manufacturer might buy HVP from many different suppliers over time and store it together without establishing an efficient trace-back system to a particular source or batch.

"It's the kind of ingredient that's the hardest to trace," Armstrong said.

Charlebois said this dynamic — in a global ingredients market expected to exceed \$ 34 billion U. S. this year — meant food recalls were no longer one-day affairs.

"You're going to deal with more of these recalls, and these recalls will have to be managed over an extended period of time: weeks, months perhaps," he said.

When the Peanut Company of America recalled peanuts and peanut paste last year, the last snack bar removed from the Canadian market occurred 10 months after the revelation of salmonella contamination.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 9 Mar 2010 | Ottawa Citizen | L. IAN MACDONALD

# A long, but simple, budget

It's exceptional, if not unprecedented, for a throne speech to be delivered one day, and a budget the next, as was the case in Ottawa last Wednesday and Thursday.

The throne speech was necessitated by the government's unnecessary prorogation to "recalibrate" its program. How do you say recalibrate? In about 6,000 words, the longest speech from the throne in memory. Perhaps it was Stephen Harper's revenge on Michaëlle Jean for keeping him at Rideau Hall for two hours at his previous prorogation, which aborted the 2008 parliamentary crisis. In the normal course of events, this would have been her last throne speech, as her five-year term expires by constitutional convention in September. After Wednesday's epic — Castro-length without the harangue, it's one aspect of her role she won't miss.

This throne speech was what's known in the speechwriting trade as a Christmas tree, full of trinkets. And setting aside the requisite governor-generalities, the writing, such as it was, was a mishmash, clearly a committee effort. For example: "Our government will continue to strengthen Canada's food safety system."

Then: " Our government will take steps to support communities in their efforts to tackle local challenges."

You get the idea. It's a wonder she didn't nod off.

Continuing with the community theme: "To recognize the enormous contribution volunteers make to Canada, our government will also establish a prime ministerial award for volunteerism."

Actually, this is outside convention. The prime minister heads the executive, and runs the country. The governor-general represents the crown, and hands out awards, including her own.

There was no shortage of red meat for the Conservative base — nearly two pages of the speech were devoted to the government's crackdown on crime, which got an amazing eight bullet points, with another paragraph on the dubious value of the long-gun registry. " Our government will continue to support legislation to repeal the wasteful and ineffective long-gun registry that targets law-abiding hunters and farmers, not criminals."

Tell us what you really think.

There was real substance in the speech on climate change, mentioned three times, as opposed to only once in Barack Obama's State of the Union address.

There's a linguistic divide between Ottawa and Washington on this. The Americans have developed a new euphemism for climate change — they call it clean energy, not that Obama's going to get a bill passed by the U.S. Senate any time this year.

The heart of the speech, four full pages, was on building the economy of tomorrow, through free trade, deregulation, innovation, investment incentives, and not least, skilled human resources. This country already enjoys a comparative advantage in investment in that Canada has the lowest corporate tax rates in the G7, as well as the lowest tax rates on new investments. When fully implemented in 2012, corporate taxes on investment will have been cut in half since the Tories took office in 2006, and will be half the rate of U.S. corporate taxes on investments.

There are really only four main points in this budget, Flaherty's fifth. First, the deficit. Second, no new taxes. Third, capping the growth of program spending and transfers to the provinces at the projected growth rate of the economy, around three per cent. Fourth, a freeze in parliamentary salaries and ministers' off ice budgets as a symbolic kickoff to a full expenditure review.

Flaherty's five-year chart sees the deficit shrinking from \$54 billion in the current fiscal year to \$ 1.8 billion in 2015, from 3.5 per cent of GDP, to one-tenth of one per cent of projected GDP in five years. Mission accomplished. Flaherty wins the argument that the deficit is cyclical, not structural, provided his growth projections hold.

His growth assumptions aren't wishful thinking by finance, but a consensus forecast by financial institutions and banks consulted by the government. And Flaherty caught a huge break last week with the announcement that the Canadian economy grew by five per cent in the fourth quarter of last year.

If program spending growth is held to three per cent, that will be a first for this government, which has presided over average spending growth of six per cent even before the recession inspired \$ 60 billion of infrastructure spending over the last two years. That's phasing out, and will be the biggest draw down on the deficit. Transfers to the provinces will continue to grow at the same rate, rather than being gutted as they were by the Liberals in the 1990s, which is one of the ways they balanced the books.

The salary freeze for politicians and the spending freeze for their staffs is by way of leading by example.

And there will be no election out of this budget.



L. Ian MacDonald is editor of Policy Options magazine.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.